immédiats, où doivent être terrés les deux bandits.

Jusqu'ici, les battues qui ont été entreprises n'ont donné aucun résultat, mais il semble impossible que les bandits aient pu se sauver, car ils devaient être couverts de sang.

Le docteur Detis, médecin légiste, a, en effet, pratiqué mercredi après-midi l'autopsie du cadavre abandonné dans la voiture et a constaté que la balle de mousqueton qu'avait tirée le gendarme de Poissy, après avoir traversé la carrosserie arrière de la voiture, avait fait éclater la boîte cranienne du bandit. Le projectile était ensuite ressorti par l'avant de la voiture. La matière cervicale s'était répandue sur le siège avant de l'automobile.

D'autre part, on a retrouvé dans l'auto un briquet automatique qui avait été volé à M. Keruel, habitant Paris, et qui lui-même avait été victime d'une agression par des bandits sur la route de Quarante-Sous, il y a trois jours.

M. Keruel s'est rendu à Poissy et, mis en présence du cadavre, il l'a reconnu comme étant celui d'un de ses agresseurs.

Les battues vont se poursuivre toute la nuit dans les bois de Saint-Germain. Toutes les gares et les routes sont surveillées par des policiers.

Il serait bien extraordinaire que les deux fugitifs parviennent à passer au travers des mailles du vaste filet qui est ainsi tendu.

Le monde a dépensé 604 milliards de francs pour les armements en 1938

Genève, 11 janvier. — L'annuaire militaire de 1938 de la S.D.N., seule publication réunissant les renseignements publiés par les gouvernements, montre que la course aux armements, que l'assemblée de la S.D.N. de 1936 définissait déjà comme « une course vers des dangers graves et inconnus », n'a fait que s'accentuer au cours de l'année dernière.

En effet, le chiffre global des dépenses mondiales militaires a atteint en 1938 près de 9.500 millions d'anciens dollars-or contre 8.000 millions en 1937.

Ces 9.500 millions d'anciens dollars-or représentent en chiffres ronds 16.000 millions de dollars papier ou 3.400 millions de livres sterling ou enfin 604 milliards de francs français.

Il y a lieu de noter que ces chiffres ne représentent que les dépenses militaires, navales et aériennes proprement dites, à l'exclusion d'autres présentant cependant un intérêt certain pour la défense nationale et destinées à la construction de routes, aérodromes, etc.

Mercredi s'est réunie, à Paris, la commission permanente des cardinaux et archevêques de France

Paris, 11 janvier. — Mercredi, s'est réunie à l'archevêché de Paris la commission permanente des cardinaux et archevêques de France. Cette assemblée annuelle est strictement privée et il n'est fait aucun communiqué sur ses délibérations.

EN CHINE

Des chefs militaires chinois demandent l'exécution de M. Ouang Tching Ouei

Tchoung King, 11 janvier — La presse publie des télégrammes des chefs militaires de la Chine méridionale, demandant l'arrestation et l'exécution immédiate de M. Ouang Tching Ouei, comme « traître », pour avoir suggéré l'ouverture de pourparlers de paix.

Une école d'antisémitisme fonctionne à Berlin

Berlin, 11 janvier. — L'« Ecole Julius Streicher », de l'Université de Berlin, a été inaugurée mardi soir, sous la présidence du célèbre agitateur antisémite de Franconie, par une conférence du professeur Deeg sur « les Juifs dans l'histoire du droit allemand. »

Le conférencier, sous le titre « Science et juiverie », prononça, aux applaudissements d'un nombreux auditoire, un très violent réquisitoire contre les Juifs, déclarant notamment :

« Nous sommes au milieu de la plus grande lutte que le monde ait vue. Celui qui connaît pleinement la question juive sait que la juiverie n'a qu'un seul but, qui est de déchaîner une guerre pour détruire à jamais l'Allemagne et l'Italie.

» La question juive ne sera résolue que lorsqu'elle le sera aussi dans les autres pays et lorsque les autres pays marcheront avec l'Allemagne et l'Italie vers un avenir nouveau.

IL EST MOINS IMPORTANT D'AVOIR DE BELLES MARCHANDISES QUE DE LES ANNONCER.

M. CHAMBERLAIN ET LORD HALIFAX A ROME

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Sur la place de l'Exèdre, des détachements de troupes rendent les honneurs. Mais, à la grande désillusion de beaucoup de Romains, le cortège prend la Via Elmia, la Via Veneto et la Via Borghèse pour gagner directement la « Villa Madame », où M. Chamberlain et lord Halifax vont résider pendant leur séjour à Rome.

Et, comme l'itinéraire n'avait pas été indiqué auparavant, très nombreux sont les passants qui s'étaient arrêtés sur les trottoirs de la Via Nacionale et qui ne peuvent pas témoigner aux ministres britanniques leur sympathie.

Une démarche de courtoisie au Quirinal

Partis de la villa Madama un peu après 17 h. 30, les ministres britanniques traversent la ville par la Via Veneto, la Via des Quatre-Fontaines et la Via 20 Septembre.

Massée sur les trottoirs bordés de soldats et de miliciens qui rendent les honneurs, la foule salue au passage les deux ministres qui, accompagnés de lord Perth, des membres de l'ambassade de Grande-Bretagne et de quelques fonctionnaires du protocole italien, ont pris place dans quatre grosses voitures fermées.

Arrivés au Quirinal à 17 h. 50, les ministres et leur suite se rendent dans la salle spéciale située au rez-de-chaussée du palais et signent le registre d'honneur en marque d'hommage au roi Victor-Emmanuel.

La cérémonie dure une dizaine de minutes.

Un premier entretien qui dure une heure et demie

A 18 h., M. Chamberlain et lord Halifax arrivent au palais de Venise. Ils sont introduits auprès du Duce et du comte Ciano. Les entretiens proprement politiques commencent aussitôt après dans la salle de la Mappemonde.

Sur la place de Venise illuminée par des projecteurs, stationne une foule dense qui acclame les ministres britanniques.

L'entretien dure une heure et demie.

Pendant ce temps, les collaborateurs des deux hommes d'Etat anglais sont reçus dans une salle contiguë par les collaborateurs du Duce.

Les deux ministres britanniques se rendent ensuite à la villa Madama, pour y changer de vêtements.

A 21 h., ils assistent, au palais de Venise, à un grand dîner donné en leur honneur par le Duce.

Les conversations reprennent jeudi après-midi

Entretemps, on publie le communiqué officiel suivant :

« Le Duce a reçu à 18 h., au palais de Venise, en présence du ministre des Affaires étrangères comte Galeazzo Ciano, le premier ministre britannique, M. Neuville Chamberlain, et le ministre des Affaires étrangères lord Halifax. L'entretien a duré une heure et demie et il sera repris dans l'après-midi de jeudi ».

Le dîner au palais de Venise

Au dîner que M. Mussolini offre le soir, au Palais de Venise, assistent notamment: l'amiral Thaon di Revel, le maréchal Badoglio, le maréchal Caviglia, le marquis Impériali, M. Federzoni, le comte Constanzo Ciano, le maréchal de Bono, ainsi que le secrétaire du parti, les ministres, les sous-secrétaires, l'ambassadeur d'Italie à Londres, les ministres de l'Afrique du Sud et d'Irlande à Rome, les membres de la suite des ministres britanniques et le haut personnel de l'ambassade britannique à Rome au complet.

Une réception à laquelle ont été invitées des personnalités civiles et militaires et du monde politique et des arts, ainsi que de la colonie anglaise et de la société romaine suit le dîner.

Le toast de M. Mussolini

Voici le texte du toast prononcé par M. Mussolini:

« Monsieur le Premier ministre,

» Je suis heureux de vous donner, à vous et à lord Halifax, ma bienvenue cordiale et celle du gouvernement fasciste en Italie et à Rome, qui, en vous accueillant comme des hôtes agréables et comme les représentants d'une grande nation amie, veulent, en même temps, vous témoigner la sympathie avec laquelle le peuple italien a suivi votre œuvre et celle de votre gouvernement.

» Votre esprit de compréhension, la fermeté avec laquelle vous avez personnellement collaboré à une solution équitable des problèmes qui pesaient lourdement en septembre dernier sur la vie de l'Europe, la ténacité avec laquelle vous avez suivi un programme de réconciliation et de paix, ont trouvé l'appréciation la plus sincère dans mon pays, qui a toujours cru en une paix fondée sur la justice, laquelle était et demeure le but qu'a poursuivi et que poursuit la politique de l'Italie fasciste.

» Les accords italo-britanniques entrés récemment en vigueur, ont placé sur une base solide les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Italie.

» Non seulement, ils ont reconstitué sur un nouveau plan d'entente, aussi bien dans la nouvelle réalité méditerranéenne qu'africaine, une amitié entre nos deux pays, mais ils ont en même temps ouvert la voie à une collaboration, qui est un élément nécessaire à la paix de l'Europe, et dont nous souhaitons qu'elle soit aussi durable que féconde.

» C'est avec ces vœux, auxquels je joins mes sentiments sincères d'amitié pour votre personne, que je lève, Excellence, mon verre en l'honneur de Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques d'outre-mer, empereur des Indes, à votre santé, à la grandeur et à la prospérité de votre nation. »

Le toast de M. Chamberlain

Voici le texte du toast prononcé par M. Chamberlain en réponse aux paroles de M. Mussolini :

« J'ai été très touché par les sentiments cordiaux que Votre Excellence vient d'exprimer envers moi-même et mon pays, et nous deux, le ministre des Affaires étrangères et moi-même.

« Nous avons été profondément émus par le caractère chaleureux de l'accueil qui nous a été réservé à notre arrivée dans la capitale de l'empire italien. C'est un réel plaisir, pour chacun de nous, de revenir dans ce pays et dans cette ville qui, à travers les temps, a inspiré si fortement beaucoup de pensées et d'œuvres humaines.

« C'est un plaisir de voir avec nos propres yeux, la nouvelle Italie puissante et en progrès qui a surgi sous la conduite et l'inspiration de Votre Excellence.

« C'est en qualité de représentant d'une grande nation, dont le désir est de rester en amicales et mêmes étroites relations avec une autre grande nation, que je suis ici aujourd'hui.

« Votre Excellence a été assez aimable, en se référant en termes flatteurs à la part que j'ai prise dans la recherche d'une solution des problèmes qui, en septembre dernier, pesaient sur la vie de l'Europe.

« Je voudrais répéter ce que j'ai déjà dit, que nous sommes tous profondément redevables à Votre Excellence pour votre aide et votre coopération, qui ont contribué si décisivement au résultat pacifique de la conférence de Munich.

« Je suis venu ici en continuateur de la politique pour laquelle je me suis prononcé : une politique d'amitié avec tous et non d'hostilité à l'égard de personne, une politique qui a en vue la solution juste et pacifique des difficultés internationales par le moyen de négociations.

« Je suis heureux de penser que nos deux gouvernements ont pu donner une expression concrète à cette politique, car ce fut, dans cet esprit, qu'ils ont conclu, au printemps dernier, l'accord anglo-italien, qui a été mis récemment en vigueur.

« Il est à remarquer que, comme un des premiers résultats de cet accord, nos deux gouvernement ont pu hier, ici et à Londres, procéder à l'échange des informations militaires prévu par cet accord.

« Convaincus que nous sommes que nos intérêts en Méditerranée, bien que d'importance vitale pour nous deux, ne doivent pas nécessairement être en conflit l'un avec l'autre, je crois que cet accord a ouvert un nouveau chapitre d'amitié et de confiance entre nous, qui devrait être fructueux pour la stabilité politique de l'Europe.

« En assurant Votre Excellence que j'apprécie hautement votre expression d'amitié personnelle, et avec l'espoir que nos deux nations puissent coopérer ensemble à l'œuvre consistant à assurer une paix durable en Europe, je lève mon verre à la santé de Sa Majesté le Roi d'Italie, empereur d'Ethiopie, et à la prospérité constante des peuples sur lesquels il règne. »

L'OPINION A L'ÉTRANGER

En Italie

Rome, 11 janvier. — Les journaux consacrent toute leur première page à l'arrivée des ministres britanniques, ainsi qu'à de longs articles biographiques concernant leur personne et la famille de M. Chamberlain.

Les éditoriaux souhaitent la bienvenue aux hôtes anglais et parlent de nouveau de l'amitié anglo-italienne, dont M. Chamberlain a été le principal rénovateur.

« Etablir entre l'Italie et l'Angleterre une politique de collaboration des empires », tel est, au fond, selon le « Telegrafo », journal qui reflète la pensée du palais Chigi, le sens véritable de la politique de M. Chamberlain, de ses initiatives et de son voyage à Rome.

Enfin, les journaux mettent en relief que si le premier ministre anglais agit ainsi, c'est qu'il est convaincu que l'empire britannique a tout à gagner de l'amitié d'un homme comme M. Mussolini et de l'amitié du peuple italien.

En ce qui concerne plus particulièrement les revendications que vient de formuler l'Italie, la « Giornale d'Italia » affirme que « celles-ci reposent sur le droit écrit ainsi que sur d'essentielles raisons politiques et morales.

« Elles ne constituent pas une menace pour les intérêts de la Grande-Bretagne, pas plus que pour ceux de quelque nation d'Europe ou d'ailleurs que ce soit.

« Elles se placent organiquement, comme les revendications allemandes, dans le système de la paix et de l'ordre européen, lequel n'a pas encore été réalisé et seront soutenues par l'Italie en temps voulu et de façon appropriée avec toute la fermeté qui vient à une grande nation de la conscience de son bon droit et du sentiment de sa dignité nationale ».

Le journal conclut :

« Une fois que les besoins légitimes des deux puissances de l'axe seraient reconnus, Rome et Berlin pourraient fournir leur contribution décisive pour la protection de cette paix dont la nécessité est également reconnue par l'Italie et l'Allemagne ».

En Allemagne

Berlin, 11 janvier. — La position allemande sur les revendications italiennes, exposée aujourd'hui dans la « Correspondance diplomatique et politique » est publiée sous la rubrique « Information diplomatique politique allemande » éditée en feuillets de couleur rouge.

Cette « Information diplomatique et politique allemande », qui est inspirée par la Wilhelmstrasse, ne paraît qu'à des occasions extrêmement rares et importantes, quand il s'agit de préciser avec une vigueur particulière, le point de vue du Reich.

Elle déclare notamment :

« Le monde ne peut négliger que le facteur italien en Méditerranée, soit modifié radicalement et que l'Italie a, par conséquent, à formuler des revendications différentes.

« Une nouvelle grande puissance a surgi en cet espace vital. Autrefois d'autres nations ont su s'assurer à temps des possibilités politiques et économiques sur les côtes méditerranéennes.

« On ne peut qu'espérer qu'on tiendra compte à temps aussi de la réalité d'une nation italienne unie qui est sûre de ses amis puissants et qu'on tiendra compte de ses besoins légitimes.

« Bien que la Méditerranée ne soit pas l'espace vital de l'Angleterre, cette mer garde un intérêt vital pour l'empire britannique. Aussi est-il d'une importance essentielle pour la Grande-Bretagne aussi, qu'une pacification intervienne, le long des rivages méditerranéens. »

En Grande-Bretagne

Londres, 11 janvier. — Les correspondants des journaux anglais à Paris, font tous ressortir le parfait accord qui est résulté des conversations du Quai-d'Orsay ou, plus exactement, qui a été constaté au cours du bref entretien entre les ministres des deux pays.

Les correspondants de Rome laissent entendre que l'on se rend, d'ores et déjà, compte en Italie, du caractère inébranlable de cette entente.

En Pologne

Varsovie, 11 janvier. — La presse polonaise présente le voyage de la même façon que la presse allemande et italienne.

L'organe gouvernemental « Express Poranny » assure que M. Chamberlain est prêt à intervenir entre l'Italie et la France, bien que cette dernière repousse toute idée de médiation.

« Il n'y a pas de doute, ajoute ce journal, que l'Angleterre, désireuse d'une détente entre l'Italie et la France, engagera celle-ci à faire des concessions dans les questions du canal de Suez et de Djibouti, tandis que, en Tunisie, l'Italie devrait se contenter de privilèges pour sa minorité. Mais Mussolini consentira-t-il à restreindre ses plans ambitieux ? »

Les marins anglais précisent leurs revendications dans un télégramme au premier ministre

Londres, 11 janvier. — L'Union nationale des marins a envoyé à M. Chamberlain à Rome, un télégramme le pressant de suggérer avec insistance au gouvernement italien de retirer toutes ses troupes, ses avions et aviateurs d'Espagne, et d'user de son influence auprès du général Franco pour faire cesser les attaques contre les vaisseaux anglais, et pour qu'à cette condition seulement, l'Italie se voie accorder des crédits ou des concessions quelconques, et puisse jouir de l'amitié britannique.

LE MINISTRE DE L'IRAN A QUITTÉ PARIS

Paris, 11 janvier. — Le ministre de l'Iran à Paris, dont le gouvernement vient, à la suite d'un incident de presse, de rompre les relations diplomatiques avec la France, a quitté Paris mardi soir, par le « Simplon-Orient-Express ».

A la Chambre

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

En dépit de l'opposition de M. Marchandeau, la commission de législation civile est favorable à l'amnistie aux grévistes du 30 novembre

Après avoir entendu M. Marchandeau, Garde des Sceaux, qui a formulé de nombreuses critiques au texte rapporté par M. René Richard, et tendant à accorder l'amnistie aux délits commis à l'occasion des grèves du 30 novembre et antérieurement, la Commission de législation civile et criminelle a adopté par 11 voix contre 6 ce texte qui comprend sept articles.

Au cours de son audition, M. Marchandeau, s'est opposé au principe même d'une amnistie s'étendant à tous les faits visés dans le rapport de M. René Richard. Il lui semble impossible d'absoudre, sans aucune discrimination, une série de délinquants qui ont commis des actes d'une sérieuse gravité.

M. Marchandeau, a signalé certains actes de sabotage comme celui qui consistait à mettre un barre de fer dans un aiguillage. Il a déclaré que 1.639 poursuites avaient été engagées et que les faits lui paraissaient tellement graves qu'ils n'étaient point susceptibles de bénéficier d'une amnistie.

Il a montré en outre que certaines dispositions sont inapplicables, comme celle qui prévoit la réintégration des ouvriers licenciés.

La majorité a résolu de demander, à la conférence des présidents, l'inscription du rapport de M. René Richard, en tête de l'ordre du jour législatif, mardi prochain.

La retraite des mineurs ne pourra être inférieure à 7.500 francs

La commission des mines de la Chambre a entendu M. Pomaret, ministre du Travail, sur la retraite des ouvriers mineurs.

Le ministre a déclaré qu'il était actuellement possible, sous la condition expresse de la reconduction des accords de septembre, sur la durée du travail et les augmentations des salaires, de porter le taux de la retraite à 7.500 fr. sur les seules ressources de la Caisse autonome, au lieu de 6.000 fr., comme le proposait la Commission.

Celle-ci ayant refusé d'envisager la liaison de l'augmentation de la retraite avec la reconduction des accords, M. Pomaret a demandé à la Commission de réunir de nouveaux éléments d'information en vue d'améliorer ses propositions, le taux de la retraite ne devant pas, en tout état de cause, être inférieur à 7.500 fr. Il sera de nouveau entendu la semaine prochaine.

M. Robbe interpellera sur la situation de notre aviation

M. Robbe, député de Seine-et-Oise, membre du Parti social français, a demandé à interpeller le gouvernement : 1° Sur les conditions dans lesquelles il compte pouvoir doter en personnel et en matériel l'aviation de combat nécessaire à la nation pour la défense de son empire ; 2° Sur la politique qu'il compte suivre pour donner enfin à la jeunesse française l'organisation aéronautique capable de lui assurer un entraînement rationnel et complet, et lui épargner, à l'avenir, les déceptions que lui a apportées l'organisation actuelle dite d'aviation populaire.

AU SÉNAT

Paris, 11 janvier. — La séance de mercredi s'ouvre à 17 h. 05, sous la présidence de M. Damecour, doyen d'âge. Le Sénat procède à la vérification des opérations électorales qui se sont déroulées le 23 octobre dans le tiers des départements.

Deux élections ayant été contestées, celles de MM. Mallarmé (Alger) et Maurice de Rotschild (Hautes-Alpes), des sous-commissions sont nommées ; le Sénat statuera ultérieurement. Tous les autres sénateurs de la série A sont validés.

L'assemblée se renvoie à jeudi à 15 h. pour l'élection du bureau définitif.

La séance est levée à 18 h. 15.

Après dix mois de mariage, un ouvrier agricole tue sa femme qui l'avait quitté

Traqué par les gendarmes, il se suicide

Rouen, 11 janvier. — A Camembert (Orne), après dix mois de mariage, un ouvrier agricole, Georges Tison, 24 ans, vivait en mauvaise intelligence avec sa femme, née Delaroche, âgé de 17 ans. Récemment, Tison avait été arrêté pour vol de poules et lundi, il obtenait sa mise en liberté provisoire.

Durant sa détention, sa femme avait regagné le domicile de ses parents et se disposait à intenter une action en divorce. Tison vint la retrouver mardi à la ferme où elle travaillait et la tua d'un coup de fusil à la tête.

Son forfait accompli, le meurtrier se réfugia dans un petit bois où les gendarmes de Vimoutiers, avertis, vinrent le traquer. Sur le point d'être arrêté, Tison tira un coup de feu dans la direction des gendarmes et s'enfuit. Peu après, on entendait une nouvelle détonation. Tison venait de se faire sauter la cervelle.

La situation en Europe centrale

L'AGITATION PERSISTE A LA FRONTIÈRE TCHÉCO - HONGROISE

Des terroristes hongrois auraient de nouveau franchi la frontière

Chust, 11 janvier. — Le service de presse carpatho-ukrainien annonce que le mardi 10 janvier, à 20 h. 25, 60 à 80 terroristes dont la majeure partie portaient l'uniforme militaire hongrois, ont attaqué une patrouille de frontaliers tchécoslovaques, près de Barvinkos, dans la région de Seredne.

Deux grenades à main ont été d'abord lancées. Puis les Hongrois, qui se sont servis de fusils et de revolvers automatiques, ont franchi la ligne de démarcation de la frontière, à 500 mètres à l'ouest et à 1 kilomètres au sud de Barvinkos. Leur avance était soutenue par un feu qui partait de Beranince, en territoire hongrois.

D'après le récit de plusieurs observateurs, on a pu entendre 45 explosions de grenades à main. Les assaillants se sont aussi servis de mitrailleuses et de mitraillettes. Du côté tchécoslovaque, deux policiers ont été blessés.

Les milieux officiels carpatho-ukrainiens déclarent que c'est la quatrième attaque qui se produit cette semaine et qu'elle a été menée par des terroristes hongrois soutenus par des soldats.

Un communiqué officiel de Prague déclare que le ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque a chargé le ministre de Tchécoslovaquie à Budapest d'intervenir immédiatement auprès du gouvernement hongrois responsable de l'incident.

Le ministre de Tchécoslovaquie a communiqué en même temps au gouvernement hongrois tous les détails constatés par les autorités tchécoslovaques au cours de l'enquête menée au sujet de cet incident. Il a attiré l'attention de la Hongrie sur le fait qu'il est nécessaire de prendre les mesures susceptibles d'assurer le calme dans la zone frontière, mesures proposées par le gouvernement tchécoslovaque le 7 janvier et réitérées par le ministre de Tchécoslovaquie au cours de sa démarche de mardi.

La rédaction d'un journal hongrois est mise à sac par des Slovaques à Possony

Budapest, 11 janvier. — On mande de Possony à l' « Agence Télégraphique Hongroise » qu'un groupe de trente Slovaques a fait irruption mardi soir dans la rédaction du journal hongrois « Esti Ujsag ». Revolver au poing, ils ont rassemblé les collaborateurs du journal dans un coin de la salle et ont brisé l'ameublement, les machines à écrire et les appareils téléphoniques. Les agresseurs ont déclaré qu'ils ne permettraient pas qu'un journal hongrois paraisse à Possony. On estime que les dégâts s'élèvent à 30.000 couronnes.

A Budapest, le gouvernement Imredy va subir un nouvel assaut

Budapest, 11 janvier. — A la veille de la réouverture de la Chambre des députés, le comte Bethlen, M. Eckhardt et de nombreux députés conservateurs modérés et libéraux ont décidé de collaborer étroitement afin de pouvoir attaquer avec plus de force le gouvernement de Imredy, dont ils critiquent la politique intérieure et extérieure.

Le gouvernement Imredy continue cependant d'organiser le mouvement de la « vie hongroise », qui lui semble être destiné à jouer le rôle d'un « front patriotique hongrois ».

La lutte est donc engagée et des différends éclateront vraisemblablement dès le début de la nouvelle session parlementaire.

Le comte Csaky va se rendre à Berlin

Berlin, 11 janvier. — On annonce officiellement que le ministre des Affaires étrangères de Hongrie, comte Csaky, arrivera le 16 janvier à Berlin, pour un séjour de deux jours, afin de s'entretenir avec M. von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich.

M. Beck et M. Hitler se sont-ils entendus sur le sort de l'Ukraine ?

New-York, 11 janvier. — L'attention des milieux informés américains s'est portée sur l'éditorial de l'important organe allemand de New-York, qui vient d'être interdit en Allemagne, mais reste l'organe le plus lu de la colonie allemande.

Cet organe annonce la conclusion d'un accord de troc entre M. Hitler et le ministre des Affaires étrangères de Pologne, M. Beck, au sujet de l'Ukraine.

Selon le « New-Yorker Staats Zeitung Und Héraldo », il ne fait pas de doute que l'Ukraine soviétique doive être arrachée à l'U.R.S.S. et rattachée à la Pologne méridionale. En échange de cette domination politique, la Pologne devrait reconnaître l'hégémonie économique allemande sur une « Grande Ukraine » comprenant 45 millions d'habitants.

En d'autres termes, selon ce journal, la Pologne, après l'échec de la tentative de M. Beck de constituer un bloc anti-allemand avec la Hongrie, donne son accord aux visées du IIIe Reich vers l'Est. Il ajoute qu'il est certain qu'après les entretiens Beck-Hitler, la question du corridor polonais sera réglée « dans le sens allemand » lorsque l'hégémonie du Reich à l'Est sera devenue inattaquable.

M. Beck reçoit les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne

Varsovie, 11 janvier. — M. Joseph Beck, ministre des Affaires étrangères de Pologne, a reçu mercredi les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne à Varsovie.

60 % des Américains sont favorables au boycottage des produits allemands

New-York, 11 janvier. — L'Institut de l'opinion publique déclare que les attaques portées par le président Roosevelt contre les dictatures sont favorablement accueillies par la population américaine, cependant que l'impopularité du Reich augmente de jour en jour.

Un référendum organisé par l'Institut montre que 61 % de la population américaine sont favorables au boycottage des produits allemands.

L'Institut de l'opinion publique rappelle que l'attitude américaine à l'égard du chancelier Hitler était relativement neutre avant l'annexion de l'Autriche ; 62 % des personnes consultées estimaient que les Etats-Unis pourraient rester en dehors d'un conflit européen.

Après l'annexion, 46 % pensaient que les Etats-Unis devraient un jour se battre contre le Reich. L'impopularité du chancelier Hitler a encore augmenté après la crise tchécoslovaque. Une consultation populaire montre que 82 % de la population américaine n'ont pas confiance dans la déclaration du chancelier, selon laquelle « il n'a plus d'ambition territoriale en Europe. »

Les obsèques de M. Jean Maurain, directeur du cabinet de M. Jeanneney, victime de l'avalanche du Grand Galibier

Paris, 11 janvier. — Les obsèques de M. Jean Maurain, agrégé de l'Université, docteur ès lettres, directeur du cabinet du président du Sénat, décédé au cours de l'avalanche du col de la Poncannière, ont été célébrées mercredi après-midi. Le deuil était conduit par M. Maurain, doyen de la Faculté des sciences de l'Université de Paris et par Mme Maurain, parents du défunt.

La levée du corps a eu lieu au Petit-Luxembourg, en présence de M. Jules Jeanneney, président du Sénat, qui se tenait aux côtés de la famille; M. Emile Borel, ancien ministre, dont M. Jean Maurain avait été le collaborateur, des membres du bureau de la Haute-Assemblée et des hauts fonctionnaires du Sénat.

L'inhumation a eu lieu ensuite au cimetière Montparnasse.

Un détournement de 200.000 francs au collège de garçons de Perpignan

Perpignan, 11 janvier. — A la suite d'une inculpation de trafic d'influence portée contre le nommé Georges Payre, employé à l'Office municipal de placement, l'enquête a amené une inculpation d'abus de confiance et de détournements contre le directeur de l'Office, Joseph Philibert, 45 ans, dont les détournements lorsqu'il était sous-économe au collège de garçons de Perpignan, atteindraient 200.000 francs.

Un homme est tué dans un bar à Montauban

Montauban, 11 janvier. — Mardi soir, Jean Magret, 26 ans, mécanicien, et son ami Kassiotou, 29 ans, se rendirent dans un bar, afin de chercher la femme Magret, 18 ans, qui avait quitté le domicile conjugal et qui s'était engagée comme serveuse.

Aussitôt, une discussion éclata entre Magret, André Gabarra, 32 ans, interdit de séjour, patron du bar, et son associé, Jau. Gabarra monta au premier étage, s'empara d'un revolver et, revenant dans le débit, fit feu à bout portant et à trois reprises, sur Kassiotou, qui s'écroula tué net.

La police a arrêté le meurtrier, ainsi que les divers témoins et acteurs du drame.

* Feuilleton du « Journal de Roubaix » du jeudi 12 janvier. — N° 18. *

Comment la pauvre enfant ne comprenait-elle pas que l'homme qu'elle allait retrouver sur un lit de douleur, après avoir échappé à un drame affreux et vu la mort de si près, avait des soucis d'un autre ordre ?

— Colette, si nous déjeunions au buffet ?

— Jamais de la vie...

— Pourquoi ? Ce serait plus gai et tu sais que nous ne pouvons entrer à l'hôpital avant huit heures...

— C'est entendu, mais en déjeunant dans nos chambres, nous pourrons mieux soigner notre toilette.

— Bien, fit Nadine résignée.

Une heure après, Colette, qui avait oublié de manger ses tartines, fraîche, rose, poudrée à ravir, pressait son amie de se hâter.

Les palmiers de la place se courbaient doucement sous la rafale sèche et la poussière dense pénétrait dans les yeux.

Par une rue abritée, les deux jeunes filles arrivèrent à une grille ouverte sur un grand bâtiment en forme de caserne, assez triste d'aspect, malgré la grâce accueillante d'un beau jardin rempli d'arbres exotiques.

Colette se sentit agitée par un tremblement nerveux.

— Nadine, dit-elle, j'ai peur à présent, peur de cette façade froide derrière laquelle on souffre, on saigne, on agonise... J'ai peur de ces portes qui se sont ouvertes et refermées sur lui... De toutes ces fenêtres, quelle est la sienne ?

— Allons, pense plutôt que sa vie n'est pas en danger et demande-toi surtout ce que ce garçon, qui se réveille d'un cauchemar atroce, peut attendre de ton cœur.

Comme elles erraient maintenant un peu perdues, ne sachant s'orienter, un quartier-maître se présenta, avec une admirable correction :

— Que désirez-vous, Mesdames ?

— Voir l'enseigne Montgrand, un des blessés de « La Bretagne ».

Accentuant encore le ton de son respect, l'homme indiqua :

— Pavillon des officiers, le grand escalier gauche, quatrième étage...

Elles s'engagèrent alors dans d'immenses corridors aux dalles disposées en damiers noir et blanc. Les marches basses d'un escalier aux tournants majestueux échelonnaient le mouvement de tout le service matinal ; c'était l'heure de la toilette des malades, des pansements, des déjeuners. Un lourd monte-charge sifflait, grinçait et gémissait comme une pompe aspirante et foulante, descendant des voitures roulantes à la radio, en montant d'autres aux salles d'opération.

Un jeune major, sur un palier, quittait ses gants de caoutchouc. Apercevant les visiteuses, il s'approcha :

— Mesdemoiselles, vous cherchez quelqu'un ?

— La chambre de l'enseigne Montgrand.

— Justement je viens de le panser il y a vingt minutes à peine. Tout va aussi bien que possible.

Il appela :

— Eh ! là-bas, matelot, accompagnez ces dames... corridor Duquesne, chambre dix-huit.

Et, saluant avec courtoisie, il alla près d'une fenêtre fumer une cigarette, avant de reprendre la tâche commencée.

Des sonneries de tous côtés se faisaient entendre ; on portait des plateaux ; on astiquait avec fureur, comme sur un navire... Colette, qui se sentait hors de la réalité, allait devant elle comme un automate...

Dans un brouillard, elle vit sur une porte ce chiffre 18 qu'elle avait entendu prononcer tout à l'heure. A côté, un jeune Breton semblait monter fièrement la garde.

— Tiens, Trouadec, des visites pour ton lieutenant.

Et celui qui avait accompagné les jeunes filles se retira.

La porte s'ouvrit sur une grande pièce nue, où un infirmier achevait de mettre de l'ordre.

Jacques était là, son grand corps immobile étendu sous la couverture, la tête, le visage enveloppé de gaze neigeuse. Seuls ses beaux yeux profonds, que la fièvre agrandissait et illuminait encore, avaient l'air de vivre. Les cils étaient brûlés.

Colette, très émue, s'approcha, murmurant :

— Jacques, mon chéri...

Le regard du blessé doubla d'intensité ; mais toute parole, tout sourire lui étaient interdits... A hauteur de sa bouche, un petit tube passait pour la respiration... Le reste était caché.

Cependant, sortant d'un bras replié en écharpe sur sa poitrine, la main fit un petit signe d'accueil.

Colette, alors, réalisa le danger couru, la souffrance endurée, et ses yeux ne purent retenir les larmes qui venaient de son cœur...

— Mon amour, que ma peine est grande de vous voir souffrir ainsi !

Puis, des mots encore plus doux arrivaient faciles, compatissants, débordants de tendresse.

Mais, des deux jeunes filles, Nadine était encore la plus troublée... Elle se tenait auprès de la fenêtre, regardant fixement le jardin... Sa respiration était oppressée... Elle avait vu ce que les yeux de Colette, embués de larmes, n'avaient pu voir : sur la table de chevet, un gros bouquet de violettes de Parme posé par la même main, sans doute, qui, la veille, avait oublié à côté un petit mouchoir de dentelle roulé en boule.

Au jardin, les arbres étaient moins secoués, la tempête se calmait un peu et les oiseaux hardis s'essayaient de nouveau à chanter.

Le soleil se mit de la partie et, au moment où il envoyait dans la chambre un rayon de lumière dorée, la porte s'ouvrit et Trouadec annonça joyeusement :

— La demoiselle de Tamaris...

Viviane, la demoiselle de Tamaris, Viviane, blonde, souriante, vraie fée des prairies et des bois, entrait, avec, dans les mains, une brassée de roses sans parfum, s'harmonisant au ton de sa robe claire...

Colette devint de glace, tandis que la nouvelle venue, un étonnement heureux sur son radieux visage, s'exclamait :

— Oh ! Colette ! Nadine ! sans doute parentes de Jacques ? Quel bonheur !

Puis, se penchant sur le blessé, sa voix s'adoucit pour moduler maternellement :

— Une nuit passable ? Fais-moi signe, mon pauvre Jacques...

Mais Jacques avait fermé les yeux. Un silence d'abîme planait dans la pièce trop vaste, et ces jeunes êtres sentaient leurs vies mêlées dans une même angoisse qu'ils ne pouvaient encore s'expliquer et définir.

Dans le corridor, des pas énergiques résonnaient, se rapprochant, et trois hommes, un amiral et un chef d'état-major, accompagnés d'un médecin galonné, venaient rendre visite aux blessés.

Ils allaient changer l'atmosphère de la pièce.

Jovial, dégagé, libre, l'amiral, après avoir d'un coup d'œil estimé l'âge et la qualité des visiteuses, s'exclama paternel et taquin :

— Eh bien ! Montgrand, on vous gâte, et c'est le cas de dire « un petit croquis vaut mieux qu'un long rapport ! »... C'est tout à fait charmant, Mesdemoiselles, de venir rendre hommage à nos jeunes héros, et j'espère bien vous retrouver le jour où je viendrai apporter à celui-ci la reconnaissance de la Patrie sous la forme d'une croix au bout d'un ruban rouge...

Puis il posa quelques questions techniques au major qui prit en note quelques détails.

Seule, Viviane gardait assez de sang-froid pour prononcer les quelques paroles banales, mais nécessaires en pareil cas. L'amiral la salua donc particulièrement, puis se retournant :

— Mon cher docteur, vous allez vite me remettre d'aplomb mon bel enseigne... Il nous en faut beaucoup de cette trempe. Je crois aussi qu'il aura bien des visites à rendre ! A bientôt, mon petit, ne bougez pas... Mesdemoiselles, mes hommages...

Et d'un pas ferme, souple, élastique, il continua sa tournée, disant avec malice :

— Hein ! docteur, vous aussi cela vous rappelle les charmantes petites corvées de notre jeunesse ?

— A qui le dites-vous, amiral ? J'ai épousé la marine et nous sommes heureux depuis près de trente ans !

IX

Jacques avait refermé les yeux, douloureusement. Viviane, que cet instinct de femme du monde ne quittait jamais, se mit à arranger les fleurs, approcha un fauteuil d'osier du lit étroit, puis un autre, invitant ses amies à s'asseoir. Mais Colette semblait absente et Nadine était gênée de la voir agir comme si elle se trouvait chez elle.

(A suivre)